



Front Syndical de Classe Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

"Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates. (...) Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste." Charte d'Amiens

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale



Urgence sociale et mobilisation générale

Depuis plus de deux mois, les Gilets Jaunes animent un vaste mouvement social, d'ampleur historique et massivement soutenu dans leur diversité par les classes populaires qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Pouvoir d'achat, justice fiscale, lutte contre les privilèges, défense des services publics, affirmation d'une conscience populaire démocratique contre le mépris professé par l'oligarchie... ce sont bien des revendications progressistes qui se sont imposées par-delà le message initial du ras le bol des taxes, sur lequel la macronie a espéré au début pouvoir surfer pour accélérer son programme de destruction des conquies du programme du Conseil National de la Résistance autour du thème cher aux libéraux : moins d'impôts pour moins de services publics. Ce mouvement social a mis le pouvoir en difficulté au point de lui faire craindre une insurrection populaire généralisée et de le contraindre à des reculs, certes insuffisants mais bien plus importants que ceux que les organisations syndicales ont pu obtenir depuis des années.

Face à cette situation, le gouvernement, soutenu par une poignée de « foulards rouges » sortant leurs carrés Hermès, s'appuie sur la propagande de masse et sur

une répression de grande ampleur qui occasionne blessures, mutilations, arrestations arbitraires, signes chaque jour plus évidents de l'avancée du processus accéléré de fascisation de nos institutions que la très liberticide loi anti-manifestation approfondira encore.

Régression sociale et régression démocratique vont de pair.

En réalité, le pouvoir du CAC 40 et de la troïka (UE, BCE, FMI), incarné par le banquier Macron, a besoin de la dérive totalitaire pour imposer sa politique de classe, qui d'un côté enrichit toujours plus les grands empires financiers, et qui de l'autre détruit les vies du plus grand nombre et les structures qui organisent le lien social.

Et si Macron l'emporte, il aura le champ libre pour finir de détruire ce qui reste du système social français imposé par les luttes sociales : les dossiers Fonction Publique, allocations chômage ou retraites sont déjà ficelés. De même que l'installation d'une démocratie de basse intensité marquée par l'affaiblissement programmé des institutions législatives et judiciaires, garantissant pourtant dans la constitution l'organisation des contre pouvoirs au pouvoir exécutif... Ces contre-réformes

ont un objectif très clair, celui de l'affaiblissement de la souveraineté populaire, prise en étau entre contre-réformes des institutions et marche forcée vers une Union Européenne fédérale qui n'a plus besoin que d'un Vice-Consul dans chaque pays membre pour avancer le projet impérialiste d' "intégration européenne".

Dans cet affrontement, malheur au vaincu !

Malheur en particulier aux citoyens et travailleurs qui pourraient voir s'évanouir entièrement les dispositifs de solidarités adossés aux institutions du périmètre national républicain.

C'est dire la responsabilité du mouvement syndical dans le moment actuel alors que les directions nationales ont fait jusqu'à présent preuve soit d'un soutien sans faille au gouvernement soit d'une prudence confinant à l'attentisme, voire même appuient le projet d'intégration de la France dans l'ordre juridique et monétaire de l'Union Européenne.

A la base (syndicats, UL,UD), la situation est tout autre, et dans de nombreux départements, des convergences entre Gilets Jaunes et organisation syndicales se développent au point de déboucher sur des

initiatives communes : réunions, manifestations le samedi, blocages, soutien à des grèves locales...

Le 5 février, dans le cadre de l'appel de la CGT à une journée de grève interpro, les convergences se font encore plus explicites et de nombreux appels de gilets jaunes en appellent à la participation au 5 février et à la construction d'une grève générale.

Face à un pouvoir qui met en danger les conditions de vie de peuple, fait tirer sur les manifestants, ne cesse de transgresser des dispositions essentielles de la constitution, il n'est plus possible de tergiverser. Il est indispensable de lancer toutes nos forces dans cette bataille de construction d'un grand mouvement populaire mariant manifestation de masse, grèves, blocage de l'économie afin de mettre ce pouvoir déjà si fragilisé face à sa réalité : celle d'un pouvoir ultra-minoritaire et rejeté qui n'a aucune légitimité pour poursuivre sa casse sociale et démocratique et qui doit laisser la place pour une toute autre politique au service du peuple travailleur et des retraités qui eux aussi ont participé à créer les richesses.

FSC, 2 février 2019